



Schweizerische Eidgenossenschaft

Confédération suisse

Confederaziun svizra

SWISS CONFEDERATION

Confédération suisse

Check against delivery

56^e session de l'Assemblée générale

5^e Dialogue de haut niveau sur le financement du développement

5th High Level dialogue on financing for development

New York, le 7 décembre 2011

Prononcée par S. E. M. Paul Seger, Représentant permanent

Monsieur le Président,

Financement du développement.

Dans un contexte de crise financière qui limite de plus en plus les mécanismes de financement tradi-

tionnés aux pays en développement. Parallèlement, notre engagement en faveur de la réduction de

être laissés de côté. Malgré la crise, les donateurs devraient s'efforcer d'honorer leurs engagements

à travailler main dans la main avec tous les partenaires du cadre de coopération.

Par ailleurs, la crise financière a mis en lumière la nécessité de mieux étayer et renforcer le système

financier. Le gouvernance économique mondiale requiert une coordination ouverte et transparente

entre les travaux du G20, des institutions financières internationales et des Nations Unies. Les agen-

ces spécialisées et les fonds de l'ONU, forts de leurs mandats spécifiques et de leur haute respec-

promouvoir les actions en faveur d'un système onusien fort, cohérent, efficace et bien coordonné.

Monsieur le Président, à l'avenir, il conviendrait d'engager des efforts conjoints de la Suisse considérée comme cruciaux

dans la discussion d'aujourd'hui :

Premièrement, si les flux financiers sont liés aux processus de développement, le rôle et l'importance de chaque flux diffèrent de manière considérable d'un pays à l'autre. Ainsi, les investissements directs étrangers sont des flux essentiels dans certains pays, tandis que les flux de capitaux privés sont plus importants dans d'autres. Pour améliorer la cohérence et l'efficacité du système, des principes et des actions d'ordre général sont certes essentiels, mais il n'existe pas de solution universellement applicable.

Enfin, les pays en développement ont la capacité de créer leur environnement et leurs ressources naturelles. Ils ont également la capacité de négocier des avantages commerciaux et de promouvoir des progrès continus.

Troisièmement, j'aimerais évoquer l'APD et sa position critique en tant que source de financement du développement. L'APD devrait être une source complémentaire, qui favorise, soulage et/ou complète les autres flux et mécanismes. Si la quantité de l'aide accordée est très importante, sa qualité, c'est-à-dire son efficacité compte tenu des priorités et des stratégies de développement déterminées au niveau local, n'en est pas moins cruciale. Les principes d'efficacité de l'aide sont toujours d'actualité, comme cela a été relevé à Busan, mais leur mise en œuvre demeure un défi de taille. Il faudrait réaffirmer les principes d'appropriation des programmes par les pays bénéficiaires, promouvoir l'utilisation des systèmes nationaux et renforcer la participation des parties prenantes.

Enfin, dans le cadre de la politique environnementale mondiale, le problème de l'additionnalité et le

Enfin, nous aimerions rappeler la nécessité d'inculquer un nouvel élan dans les discussions en faveur d'un régime multilatéral et de déployer de sérieux efforts aux plans national, régional et interna-

tional pour atteler à cette problématique de plus en plus importante. Le premier doit être de

travailler en collaboration étroite sur ce sujet majeur. Une attention particulière doit être

la manière normale. La Suisse aimerait réaffirmer à quel point il est important d'assurer un accès

dans le cadre de la préparation des discussions sur l'après-OMD.

Je vous remercie.

IMF President,

Switzerland reiterates its support for the Monterrey Consensus and the Doha Declaration on financing
for Development.

With traditional financing mechanisms under increasing pressure in the financial crisis, new thinking
and proposals for innovative measures to improve access to finance for developing countries should
be explored. At the same time, our commitment to poverty eradication, the reduction of inequalities

and the importance of ensuring that financial institutions are held accountable for their actions

partners sharing the burden of this collective crisis.

The financial crisis has also shown the necessity for better regulation and supervision of the financial

UN funds and specialized agencies, in accordance with their mandates and comparative advantages,
have an important role to play in contributing to this process. Switzerland will continue

Mr. President, let me underline some issues which Switzerland believes are at the heart of the discus-
sion today.

First, while financial flows are relevant to development processes, the particular role and significance

may be the crucial time in some countries. For example, while U14 and d68f policy may be more im-

to ensure provision of basic public services and to reduce dependence on external aid is essential.

Efforts to address this challenge are required, notably by effectively freezing and accelerating the

should assume a complementary role, enabling, leveraging and/or supplementing the other flows and

In addition, in the coming months the preparatory work for the UN Conference on Sustainable Development (Rio+20) also provides a unique opportunity to move forward on the existing agenda. It will be important to engage constructively on critical issues, such as creating a stronger link between global development, policy-making and financing, the issue of additionality, and the role of the private sector.

Finally, we would also like to underline the need for renewed progress on the agenda of inclusive

tion of the post-MDG discussion

Thank you for your attention.